

Réseau bruxellois des Chômeurs : **quand la résistance s'organise**

Mai 2013. Une quarantaine de militants de tous horizons se réunissent dans les locaux du Choc (Chômeurs Occupés), de la Mission Locale de Saint-Gilles. Ce petit collectif d'usagers, bien conscient de ce que les enjeux du chômage bruxellois et la chasse organisée contre eux les dépassent largement, a pris l'initiative d'élargir le processus. Tout avait commencé deux mois plus tôt, en mars, à l'occasion d'un débat organisé par le Choc au CPAS de Saint-Gilles (*lire l'encadré*), sur les dernières mesures fédérales anti-chômeurs. Un débat au cours duquel Thierry Van Campenhout, échevin saint-gillois de l'Emploi, s'est demandé s'il était échevin de l'Emploi ou... du Chômage. Tandis qu'Eric Buysens (FGTB Bruxelles), constatant la situation locale du chômage de masse, appelait les chômeurs à se coaliser pour faire entendre leurs voix.

Message reçu : en avril, des représentants du Collectif

DES MILITANTS VENUS D'HORIZONS DIVERS SE COALISENT AU SEIN D'UN "RÉSEAU BRUXELLOIS DES CHÔMEURS" (RBC) POUR MENER CAMPAGNE CONTRE LA CHASSE AUX CHÔMEURS. C'EST SÛR, ON ENTENDRA SA VOIX AVANT LES PROCHAINES ÉLECTIONS!

/ Luca Ciccia
CSCE

Solidarité Contre l'Exclusion, du Choc, de la FGTB Bruxelles, des Travailleurs Sans-Emploi (TSE) de la CSC Bruxelles, de la Febisp (fédération d'associations d'ISP et d'économie sociale), ainsi que de "Lire et Écrire" invitaient le CSCE à mener une nouvelle expérience de rassemblement des forces progressistes contre les attaques anti-chômeurs. Fort de sa légitimité et de son expérience de lutte par le biais de la plate-forme "stop-chasseauxchômeurs", le Collectif était chargé de rassembler les collectifs de chômeurs existant

en Région bruxelloise pour mener campagne, faire entendre un autre son de cloche, organiser une parole commune et des actions communes, dans une démarche d'éducation populaire.

Et ce sont donc près de 40 militants qui, le 31 mai dernier, ont répondu à l'appel : TSE de la CSC, Centrale Culturelle de la FGTB, Equipe populaire, Vie Féminine, Comité des sans-emploi de Saint-Gilles, Choc, travailleurs sociaux de l'ISP, apprenants de Lire et Écrire, Action Europe, etc. Une salle bondée, un constat de multiplicité d'actions orientées vers un même objectif de défense du droit au chômage, et une envie commune de se coaliser pour mener ensemble campagne contre la chasse aux chômeurs. Pour aller plus loin, un comité de pilotage est alors invité à travailler à la construction de ce Réseau qui se profile à l'horizon...

À l'heure de boucler ce numéro, le comité de pilotage s'était réuni deux fois. L'occasion de définir ses priorités et axes de travail et, déjà, de discuter de quelques perspectives d'action.

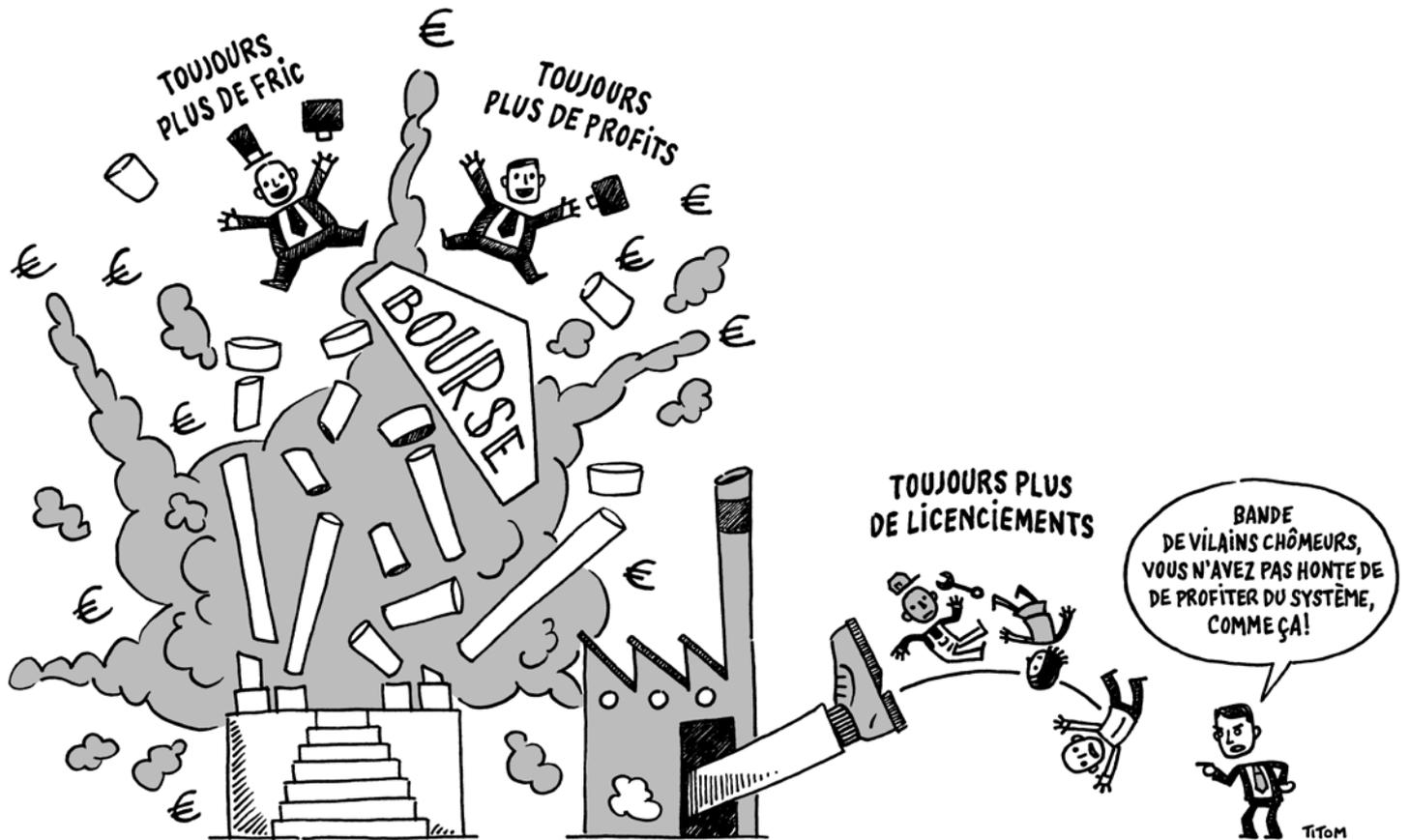
Avant même l'adoption commune d'un manifeste, le Réseau s'est entendu sur des positions et objectifs centraux communs :

- faire entendre auprès de l'opinion, des responsables politiques, des chômeurs et travailleurs un refus des mesures prises à l'encontre des chômeurs, dans la suite de ce qui avait été initié dès 2004 par le biais de la plate-forme "stopchasseauxchômeurs".
- Refus de la politique d'activation dans son principe et dans ses extensions récentes : pas d'emploi, pas de sanction... Refus de la contractualisation de l'allocation de chômage.
- Refus de voir les services d'accompagnement travestis par des objectifs de contrôle. Volonté de voir mieux séparées les activités de contrôle, d'accompagnement, et de sanction. Le lien entre accompagnement et contrôle nuit aux chômeurs et aux opérateurs d'insertion socioprofessionnelle, publics et associatifs.
- Refus de l'atteinte portée contre le stage d'attente, devenu stage d'insertion, qui menace d'exclusion près de 10.000 chômeurs

Les fers de lance du Réseau

Au moment de boucler ce numéro, le Comité de suivi du RBC était composé des :

- Centrale Culturelle Bruxelloise (FGTB)**
- Collectif de chômeurs de Molenbeek (Setca-FGTB)**
- Comité des TSE de la CSC BHV**
- Vie féminine (Bruxelles)**
- Équipes populaires (Bruxelles)**
- Lire et Écrire (Collectif d'apprenants, Bruxelles)**
- Collectif Alpha**
- Comité des sans-emploi de Saint-Gilles**
- Choc**
- Collectif Solidarité contre l'Exclusion**



bruxellois sur base des études d'ici janvier 2015, et qui menace tous les jeunes sortis du "stage d'insertion".

- Refus de la dégressivité des allocations de chômage: exigence d'allocations conformes à la dignité humaine et respectant le principe assurantiel de la sécurité sociale: allocation largement supérieure pour tous (y compris les cohabitants), liée au bien-être.

- Profiter de la campagne électorale pour porter les préoccupations des chômeurs, en ciblant particulièrement les exclusions programmées des jeunes (fin du stage d'attente).

- Promouvoir une réelle politique de plein-emploi, par la réduction collective du temps de travail, une juste évolution des salaires, une promotion de l'emploi qui soit réellement convenable et de qualité. L'activation et la formation ne créent pas d'emploi!

Outre un site internet en construction et un manifeste encore en discussion au sein des différents collectifs, le réseau a également décidé de se faire connaître auprès de Rudy Vervoort, le ministre-pré-

sident de la Région bruxelloise.

Le gouvernement bruxellois a approuvé, fin juin, en première lecture, un projet d'accord de coopération visant à mettre en œuvre les réformes fédérales du chômage: activation renforcée, réforme du stage d'attente devenu stage d'insertion, etc. Le constat est amer: la Région bruxelloise foule donc aux pieds les intérêts de ses habitants, et se met au diapason du fédéral en prenant une part active à la chasse aux chômeurs, y compris en intensifiant le transfert de données d'Actiris vers l'Onem. Dans le même temps, la Région donne son feu vert à une réforme qui fait peser la menace d'exclusion sur près de 10.000 chômeurs bruxellois admis sur la base de leurs études, s'ils n'arrivent à prouver 154 jours de travail d'ici à la fin décembre 2014. Un scandale passé sous silence... que le réseau entend bien dénoncer en profitant du contexte électoral qui approche!

Le Réseau définira son plan d'action en fonction de la réponse qu'il recevra du ministre-président. Certains imaginent rendre une visite

"de courtoisie" aux différents partis bruxellois, organiser un débat pré-électoral, ou encore distribuer des tracts d'informations sur les mesures et annoncer déjà la date d'une marche des chômeurs qui se tiendrait avant les élections de mai 2014. Affaire à suivre... →

Plate-forme contre la chasse aux chômeurs: le combat inachevé

Il y aura bientôt dix ans que se créait la plate-forme www.stopchasseauxchomeurs.be contre la chasse aux chômeurs, à la suite d'un débat d'information organisé par le Collectif Solidarité contre l'Exclusion. Très rapidement, un manifeste commun était adopté, un site créé et, durant plusieurs mois, Yves Martens, l'animateur du Collectif, a mené campagne contre la chasse aux chômeurs, en étroite collaboration avec le groupe de pilotage de la plate-forme. Publications d'analyses, communiqués de presse, actions lors de meetings électoraux, manifestations, proposition de loi, questions parlementaires, investissements massifs dans tous les lieux de débats ont fait en sorte que l'activation des chômeurs ne passe pas inaperçue. Et que l'activation soit comprise pour ce qu'elle est: une machine à exclure. Plusieurs milliers de signatures de soutien, et des dizaines d'associations et d'organisations syndicales ont soutenu les actions de la plate-forme. Celle-ci n'a malheureusement pas pu atteindre son objectif, le combat reste donc à mener...

Les chômeurs de Saint-Gilles: une équipe de Choc

Pourquoi les demandeurs d'emploi – qui, pour la plupart, cherchent activement du travail – doivent-ils payer le prix de la crise et des mesures d'austérité, alors qu'il n'y a de toute évidence pas assez de travail pour tous? Même les chiffres officiels le confirment: selon Actiris, il y a en moyenne 1 offre d'emploi pour 12 demandeurs d'emploi à Bruxelles. À quoi riment donc ces mesures d'activation aveugle, alors que moins de 10 % des chômeurs auront la chance d'être engagés? La réponse à cette question est simple: la Belgique, comme nombre d'autres pays européens, veut faire payer au peuple les erreurs de certains, et épargner les plus fortunés.

Face à cette évidence, le Collectif Choc ("Chômeurs Occupés") se mobilise. Il rassemble des chômeurs saint-gillois en lutte contre la chasse aux chômeurs qui sévit actuellement en Belgique et ailleurs. Le Choc a déjà quelques actions à son actif. En juillet dernier, au moment des soldes, ses militants se sont rendus Rue Neuve, pour organiser une "vente de chômeurs au rabais", façon marché aux esclaves.

Une action... choc, qui a surpris, choqué, et attiré les médias. Il est important que le grand public soit informé et, pour ce faire, rien de tel que des actions-choc. C'est dans cette même optique, histoire de remettre les pendules à l'heure, que le Collectif s'invitera à des événements *mainstream* liés à l'emploi.

Mais ne nous y trompons pas: l'idée n'est pas de se limiter à des opérations de com agressives et spectaculaires, façon Femen, mais bien d'attirer l'attention du plus grand nombre sur des problèmes généralement ignorés. Telle l'expulsion programmée, à l'horizon 2015, de 10 000 chômeurs bruxellois en allocation d'insertion, suite à la réforme du stage d'attente. Ou encore, le peu prometteur programme européen "garantie jeunesse" qui, derrière ses vœux pieux, cache des cadavres comme une accélération considérable du processus de contrôle et de sanction des jeunes au sortir des études.

Le Choc développe également des activités plus conviviales, qui favorisent la cohésion sociale, la vie de quartier et le dialogue interculturel. Au programme, culture et

divertissement, deux armes redoutables lorsqu'elles tombent entre de bonnes mains! C'est ainsi que le Collectif participera à une pièce de théâtre-action sur le thème du chômage, les 29 et 30 novembre prochain au Pianofabriek, aux côtés de la compagnie de théâtre Ras El Hanout. La pièce met en scène des récits de vie, des histoires parfois rocambolesques vécues par les chômeurs dans le grand carrousel institutionnel, et le public sera invité à leur inventer d'autres fins.

Par ailleurs, les membres du Collectif ont mis en place des petits déjeuners conviviaux, gratuits et ouverts à tous, pour susciter les échanges informels et favoriser les discussions autour d'une tasse de café et d'un croissant. Sans oublier le Parcours Diversité de Saint-Gilles, en décembre prochain: le Choc sera à l'auberge espagnole qui clôturera le festival, bienvenue à tous. Pour toute information complémentaire sur les réunions du Collectif, ses actions et ses activités: Collectif Choc 0494/35.69.52

Êtes-vous comme nous?

Yanic Samzun (Présence et Action Culturelles) et Jean-Michel Charlier (Équipes populaires)

Surpris, inquiets, révoltés? Surpris de constater à quel point la plupart d'entre nous se satisfont des amalgames. Inquiets de voir avec quelle facilité on colporte des idées reçues, qui reçoivent en retour cautionnement et encouragement. Révoltés d'observer que tout cela fait son petit bonhomme de chemin dans l'esprit de tout un chacun, et finit par faire injustement triompher la suspicion, l'intolérance, le rejet. À force de perdre son regard critique et de se contenter de réponses simples, la majorité finit par penser qu'au fond, si les chômeurs en sont là, c'est qu'ils le veulent quand même bien un peu. On a tous entendu parler sans jamais la rencontrer de cette "femme de notaire ou de médecin qui perçoit des allocations de chômage depuis des années" de de ces "jeunes que cela arrange bien d'être payés à ne rien faire", voire encore – et ceux-là ils cumulent!- de ces étrangers qui quittent leur pays pour avoir des allocations ici". A l'inverse de "ceux qui se lèvent tôt pour travailler et pour qui il faut se battre!". Résultat, les mesures politiques prises à l'encontre des



chômeurs (on "active", on "responsabilise", on réduit les allocations) trouvent écho et légitimité auprès des citoyens. La machine écrase avec le consentement du plus grand nombre.

En menant cette campagne de sensibilisation (voir 3e de couverture), Présences et Actions Culturelles (PAC) et Les Équipes Populaires, deux mouvements d'éducation permanente, ont au contraire voulu casser cette image unique du chômeur. En partant à la rencontre d'une dizaine de témoins, ce sont au contraire des réalités bien différentes que nous avons voulu faire percevoir. Chaque chômeur a son histoire, ses accidents de vie, son parcours singulier. Le chômeur, c'est peut-être moi demain. Ou c'est moi hier. Ou c'est mon fils ou ma fille. Mon meilleur ami ou ma voisine.

Quand le travailleur d'Arcelor-Mittal ou de Ford Genk perd son emploi, il fait à juste titre l'objet des plus vifs soutiens de la population, très souvent solidaire. Mais que pensera de lui cette même population six mois plus tard?

Aujourd'hui, on a le sentiment que la machine s'emballe et devient folle. On en vient même à la rage dénonciatrice! L'administration publique (Service d'information et de recherche sociales/SIRS) crée un site internet où l'on pourra dénoncer la fraude sociale, et particulièrement l'allocataire social qui travaillerait au noir... C'est évidemment lui la cause des difficultés budgétaires de la Belgique! Et, clou de ce mélodrame, la RTBF a envisagé une émission de télé-réalité dont les chômeurs "coachés" par des spécialistes de la recherche d'emploi seraient les acteurs. Car il va bien sûr de soi que, quand on le veut, on peut! Fort heureusement, le projet semble avoir disparu sous la pression des nombreuses réactions qu'il a suscitées. En quoi tout cela va-t-il modifier d'un iota la réalité d'un chiffre? Pour 5 chômeurs au grand minimum, un seul emploi vacant... Ne nous trompons pas d'adversaire! Les chômeurs ne sont pas responsables du chômage...